

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



36422



Distr.  
LIMITEE  
E/ECA/POP/3B  
14 octobre 1983  
Original :  
FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Deuxième Conférence africaine sur  
la Population  
(organisée en coopération avec le Fonds des  
Nations Unies pour les activités en  
matière de Population)  
Arusha (République-Unie de Tanzanie)  
9 - 13 janvier 1984  
Point 6 de l'ordre du jour

RELATIONS ENTRE POPULATION ET QUELQUES  
VARIABLES DU DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE\*

<u>TABLE DES MATIERES</u>	<u>PARAGRAPHES</u>
I. Introduction	1 - 4
II. Situation démographique actuelle et perspectives d'avenir	5 - 7
III. Quelques aspects du développement en relation avec la population	8 - 27
IV. Conclusion	28 - 30

\* Document établi par Mpembele SALA-DIAKANDA, Département de Démographie,  
Université de Kinshasa, Zaïre.  
Pour des raisons d'ordre technique, la présente traduction n'a pas été révisée.  
Les opinions exprimées dans le présent document sont celles de l'auteur et ne  
reflètent pas nécessairement celles de l'Organisation des Nations Unies.

## I. INTRODUCTION.

1. Le problème des relations entre la population et le développement est un problème complexe et controversé, parce que "population" et "développement" ne sont pas des éléments indépendants, mais il existe entre eux tout un réseau de relations et donc d'importantes interactions; leurs relations sont d'autre part sujettes à controverse en raison de la connaissance, encore imparfaite, que nous avons du processus même de développement.

2. S'il est évident que d'importants progrès ont été réalisés dans ce domaine au cours des deux dernières décennies, il ne fait cependant aucun doute que "l'imagination et la perspicacité n'ont pas encore tiré la voile sur la complexité du comportement individuel et socio-culturel pour déterminer la nature fondamentale de son interaction avec la croissance et le progrès social"<sup>1/</sup>. En effet, il n'existe pas encore, à l'heure actuelle, de cadre théorique incluant des aspects aussi bien conceptuels que méthodologiques et intégrant les facteurs démographiques, socio-économiques, culturels ainsi que des éléments d'une politique globale de développement. La théorie de la transition démographique par exemple, qui représente un vaste effort pour tenter d'organiser selon une perspective dynamique les divers indices démographiques dans leurs rapports réciproques ainsi que dans leurs relations avec les facteurs économiques et sociaux avec lesquels ils se conjuguent, ne fait pas l'unanimité<sup>2/</sup>. Il est dès lors difficile, dans l'état actuel des connaissances, d'épingler

---

<sup>1/</sup> NATIONS UNIES, Causes et conséquences de l'évolution démographique. Département des Affaires Economiques et Sociales, Etudes Démographiques n° 50, New York, 1978, Volume I, 698 pages.

<sup>2/</sup> A ce sujet, voir notamment: BOUTE J., "La transition démographique comme cadre théorique", Recherches Economiques de Louvain, 1965, Vol. 31, n° 8, pp. 695-709; CONDE J., La transition démographique appliquée à l'Afrique Tropicale avec comme implications les variables de la santé, de l'éducation, de l'économie. OCDE, Paris, 1971, 225 pages; COALE A.J., "The Demographic Transition", in The Population Debate: Dimensions and Perspectives, Papers of the World Population Conference, Bucarest, 1974, Vol. 1, pp. 347-355.

avec précision le rôle spécifique de la population d'une part et, de l'autre, du développement ou encore des deux à la fois dans le processus d'évolution. Ceci est particulièrement vrai en Afrique où les données statistiques qui sont indispensables pour effectuer des analyses et en tirer des conclusions sont encore insuffisantes, voire même inexistantes.

3. Cela étant, nous nous limiterons, dans les pages qui suivent, à l'examen, dans le cadre africain, de quelques indicateurs socio-économiques des besoins essentiels, à savoir ceux relatifs à l'éducation, à la santé, à l'alimentation, à l'emploi dans leurs rapports réciproques ainsi que dans leurs relations avec le facteur population. Mais avant d'en arriver là, voyons brièvement quelle est la situation démographique actuelle et ses perspectives d'avenir.

4. L'intérêt d'une telle étude est non seulement de montrer la nature et le degré d'association des facteurs démographiques, économiques et sociaux, mais aussi de mettre en relief l'ampleur de l'effort qui s'impose aux pays africains dans leur lutte contre le sous-développement au égard à leur évolution démographique.

## II. SITUATION DEMOGRAPHIQUE ACTUELLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR.

5. La situation démographique actuelle de l'Afrique se caractérise par une baisse rapide de la mortalité, alors que la fécondité reste à des niveaux élevés, entraînant ainsi dans l'ensemble un accroissement démographique dont l'ampleur, sans précédent dans l'histoire, suscite non sans raison de vives inquiétudes. En effet, entre 1960 et 1980 par exemple le taux de mortalité a baissé de 29,5% en moyenne lorsqu'on considère les statistiques relatives à 38 pays africains. Cette moyenne cache cependant d'importantes différences -entre pays, les valeurs extrêmes de variation des taux de mortalité étant égales à -9,7% (en Haute-Volta) et -56,2% (en Tunisie). Quant au taux de natalité, sa baisse moyenne, plus timide, a été de 3,2% au cours de la même période; les variations extrêmes étant -0,2% (Madagascar et Sénégal) et -28,6% (Tunisie), les baisses les plus importantes ayant été observées en Afrique du Nord: Libye (-8,2%), Algérie (-9,3%), Maroc (-15,3%), Egypte (-15,9%) et Tunisie (-28,6%). Certains pays au sud du Sahara ont même vu leur natalité légèrement augmenter; c'est notamment le cas du Rwanda, de la République Centrafricaine, du Lesotho, du Congo et du Malawi (valeurs extrêmes: 4,1 et 5,8%)<sup>3/</sup>.

6. La baisse rapide de la mortalité conjuguée avec une natalité dans l'ensemble élevée (c'est-à-dire 45%, ou plus) fait que l'Afrique reste le continent où le dynamisme démographique est de loin le plus rapide du monde avec des taux d'accroissement

---

3/ Les données utilisées dans la présente étude proviennent essentiellement des documents suivants: BANQUE MONDIALE, Rapport sur le développement dans le monde 1982, Washington DC., 1982, 190 pages; NATIONS-UNIES, Annuaire Démographique 1981, Département des Affaires Economiques et Sociales, New York, 1983.

variant entre 2,5% (Afrique Centrale) et 3,1% (Afrique Orientale). A ce rythme, on estime que l'Afrique ne pourrait parvenir à une population stable qu'aux alentours de l'an 2110 (soit près de 80 ans après l'Europe); le continent aura ainsi ajouté 1,6 milliard à sa population actuelle pour atteindre 2,1 milliards d'individus, soit environ 20% de la population mondiale (contre seulement 10% en 1980)<sup>4/</sup>.

7. L'inquiétude que suscite une telle situation est d'autant plus justifiée que les tendances récentes de la mortalité se sont avérées largement indépendantes, dans la grande majorité des pays, du progrès économique<sup>5/</sup> et que l'effort attendu de ces pays dans leur lutte contre le sous-développement est souvent disproportionné par rapport à leur capacité de mobilisation des ressources nécessaires pour compenser la hausse concomitante de la population et soutenir la croissance économique pour un bien-être social accru. Compte tenu de l'ampleur du problème et de la modicité des moyens en présence, les pays africains doivent donc, avec beaucoup plus d'urgence qu'ailleurs, mettre sur pied des programmes destinés à satisfaire les besoins essentiels de la population; la règle d'or devant être : "quelque chose pour tous au lieu de tout pour quelques-uns".

### III. QUELQUES ASPECTS DU DEVELOPPEMENT EN RELATION AVEC LA POPULATION.

#### Remarques préliminaires.

8. Examinons maintenant quelques indicateurs démographiques et socio-économiques afin d'en dégager les éventuelles corrélations et mettre en évidence, dans la mesure du possible, l'effort qui s'impose aux pays africains dans la satisfaction des besoins essentiels notamment ceux relatifs à la santé, à l'éducation, à l'emploi et à l'alimentation. Le tableau 1 ainsi que l'annexe A reprennent la liste des indicateurs retenus pour chaque aspect du développement : santé ( $X_{13}$  et  $X_{22}$ ), éducation ( $X_2$ ,  $X_{15}$  et  $X_{16}$ ), alimentation ( $X_{10}$  et  $X_{14}$ ), emploi ( $X_{18}$  et  $X_{19}$ ), croissance démographique

<sup>4/</sup> Voir TABAH L., "Africa fastest in growth rates", Journal of the UNFPA, 1982, Vol. 9, n° 1, pp. 1-26. Faisons remarquer que ces estimations ne sont bien sûr pas définitives. Comme par le passé, des révisions à la baisse peuvent être faites compte tenu du rythme relativement rapide (par rapport à l'Occident) de baisse de la natalité que pourra connaître le continent avant la fin du siècle. Cette perspective n'atténue cependant nullement les implications du rythme actuel pour le développement.

<sup>5/</sup> En Afrique, comme dans la plupart des pays en développement, le recul de la mortalité est probablement plus la conséquence de quelques actions ponctuelles et aussi des habitudes générales d'hygiène (l'usage du savon par exemple) plutôt que le reflet d'un véritable progrès économique et social.

( $X_1, X_3$  à  $X_9, X_{12}$ ) et évolution économique ( $X_{11}, X_{17}, X_{20}$  et  $X_{21}$ )<sup>6/</sup>. Sauf mention contraire, ces indicateurs se rapportent aux années 1960 et 1980; ils sont en outre disponibles pour 38 pays africains ayant eu chacun, en 1980, une population au moins égale à 1 million d'habitants<sup>7/</sup>. Certes, pour bien dégager les corrélations entre facteurs démographiques et facteurs socio-économiques, apprécier la mesure dans laquelle sont satisfaits les besoins essentiels dans un pays et mettre en évidence les tendances d'évolution des différents indicateurs du développement, il aurait fallu adopter une approche longitudinale. Cela suppose cependant que l'on dispose, pour les vingt dernières années par exemple, des séries chronologiques par pays et par indicateur. Une telle information n'est évidemment pas encore disponible pour la grande majorité des pays africains. Faute de mieux, nous avons essayé de tirer parti des données disponibles en adoptant une approche de type transversal : examiner au cours d'une période donnée des pays se trouvant à des stades différents de développement en les traitant comme un tout - bien sûr fictif - observé à des moments différents de son développement. La période retenue ici est 1980; lorsque les données le permettent, une comparaison peut être faite entre la situation en 1980 et celle en 1960. Le tableau 1 fournit, pour chaque indicateur, le nombre d'observations (pays), la valeur moyenne, l'écart-type ainsi qu'un rapport, en pour cent, donnant une idée d'évolution de l'indice moyen de chaque indicateur entre 1960 et 1980.

9. Il ressort de ce tableau que les 38 pays africains étudiés ont, dans l'ensemble, fourni un important effort pour leur développement au cours des vingt dernières années. Cet effort s'est surtout traduit par une remarquable augmentation des effectifs alphabétisés particulièrement chez les adultes et les petites filles, une baisse de la mortalité des enfants et donc une élévation de l'espérance de vie à la naissance qui passe de 39 à 49 ans en moyenne, une augmentation de la part de la population active travaillant dans les services et dans l'industrie (ce qui suppose, entre autres choses, une industrialisation et une qualification de la main-d'oeuvre plus poussées par rapport à la situation de départ), une amélioration sensible de l'infrastructure sanitaire d'accueil (par la diminution du nombre d'habitants par lit d'hôpital) et du Produit National Brut par habitant. Mais cet effort ne s'est pas fait sans mal. En effet, les deux dernières décennies se caractérisent également par une inflation galopante, une croissance rapide de la population en général et, en particulier, de celle qui vit en milieu urbain, une détérioration lente mais persistante de la production alimentaire par habitant, etc...

---

<sup>6/</sup> Il est entendu par exemple que l'espérance de vie, qui est un indicateur purement démographique, peut aussi être utilisé comme indicateur de santé. La répartition des indicateurs entre les différents aspects du développement n'a été faite que pour des raisons de clarté de l'exposé 1.

<sup>7/</sup> Cette étude nous a conduit à rassembler, pour 38 pays, diverses données (regroupées en 22 indicateurs) qui ont servi à la confection des tableaux 1 et 2. Il était impensable de les publier dans le cadre de cette communication. Nous les tenons cependant à la disposition du lecteur intéressé.

10. La situation, ainsi brossée à grands traits, cache cependant d'importantes différences entre pays particulièrement en ce qui concerne les facteurs socio-économiques. Il suffit d'examiner l'indice de dispersion des indicateurs repris au tableau 1 pour s'en convaincre. Cette disparité montre bien d'une part que les pays africains se trouvent actuellement à des niveaux parfois très différents de développement économique et social et, d'autre part, autorise, nous semble-t-il, l'approche de type transversal adoptée ici - faute de mieux, rappelons-le pour l'examen des éventuelles corrélations entre<sup>8/</sup> variables démographique et les indicateurs socio-économiques des besoins essentiels<sup>9/</sup>.

#### Education.

11. Dans presque toutes les études aussi bien nationales qu'internationales sur les relations entre la population et le développement, l'éducation, particulièrement au niveau primaire, apparaît non seulement comme le facteur le plus important de tous les besoins essentiels, mais aussi un des facteurs importants d'évolution sociale, de la productivité de la main-d'oeuvre et de la croissance industrielle.

12. Sans entrer dans le détail, signalons simplement que cela est dû notamment au fait que l'éducation influe sur la capacité d'apprentissage, d'innovation et d'adaptation de l'individu. Cette position privilégiée de l'éducation, et particulièrement de l'éducation de base, explique les remarquables efforts fournis en Afrique au cours des 20 dernières années en la matière. Il n'en reste pas moins que l'Afrique est encore, à l'heure actuelle, la région du monde où l'on enregistre le niveau le plus élevé d'analphabétisme des adultes (65%) et où la proportion d'enfants non scolarisés a légèrement augmenté. Outre le problème du nombre croissant d'effectifs scolarisables, il y a lieu de mentionner celui, non moins important, de la qualité de l'enseignement dans nos pays. Les causes de cette situation sont suffisamment bien connues pour qu'on doive encore s'y attarder.

13. L'examen de la matrice de corrélation (tableau 2) montre que les pays qui, en 1980, ont atteint des taux élevés d'alphabétisation des adultes sont aussi ceux où l'éducation de base - surtout pour les filles - est la plus généralisée, où les besoins nutritionnels sont le mieux assurés, où l'infrastructure sanitaire d'accueil est meilleur et où la mortalité, non seulement décroît le plus rapidement, mais y est également plus faible<sup>9/</sup>. Ces résultats concordent avec les conclusions de la

---

<sup>8/</sup> Le fait que deux phénomènes soient en corrélation négative ou positive ne signifie pas nécessairement que les variations de l'un entraînent les variations de l'autre. On ne peut donc pas, à partir d'une simple mesure de corrélation, déterminer lequel des deux phénomènes cause l'autre. Il y a une simple apparition concomitante et pas nécessairement existence d'une relation causale.

<sup>9/</sup> Pour la nature des relations entre les variables, la valeur et le degré de signification du coefficient de corrélation, on se reportera à la matrice de corrélation.

récente étude de Fisher E.A. selon laquelle "les pays démunis sur le plan de l'alphabétisation - c'est-à-dire ayant plus de 66% d'adultes analphabètes - sont aussi défavorisés en matière d'espérance de vie, de mortalité infantile, de moyens d'éducation, de communication, de nutrition, de service de santé, de production alimentaire et de revenu"<sup>10/</sup>.

#### Santé.

14. Dans le domaine de la santé, on parle de plus en plus de la notion des "soins de santé primaires", qui, au-delà de la santé proprement dite, englobe la production alimentaire, l'éducation, l'adduction d'eau potable, l'assainissement aussi bien que les soins médicaux. Selon cette approche, dans les pays caractérisés par des moyens financiers limités et une insuffisance du personnel médical qualifié (rapport médecin-patient), il est essentiel et même de la plus grande urgence d'orienter les services de santé de façon à mettre l'accent sur l'éducation sanitaire et les dispensaires modestes en vue d'assurer au plus grand nombre un minimum de soins médicaux préventifs et curatifs plutôt que de continuer à favoriser la mise sur pied d'installations sanitaires ultra-modernes, donc coûteuses, qui ne peuvent cependant satisfaire qu'un petit nombre d'individus.

15. Il est évident qu'une politique sanitaire mettant en application les principes de la notion des "soins de santé primaires" est susceptible de contribuer de façon capitale à la réduction de la morbidité et de la mortalité et, donc, à l'élévation de la vie moyenne qui, à plus ou moins long terme, peut se révéler être une condition nécessaire d'émergence de nouvelles mentalités en ce qui concerne notamment la dimension familiale. Signalons d'ailleurs que parmi les indicateurs retenus dans la présente étude, le seul qui soit en relation négative très significative avec le taux brut de natalité c'est la "vitesse de variation du taux de mortalité".

16. L'étude de corrélation entre les différents indicateurs met également en évidence l'importance des relations entre la santé, l'éducation, l'alimentation et le niveau de vie. Comme on l'a déjà noté, les pays les plus favorisés en matière de santé (meilleur rapport population-nombre de lits d'hôpital, pourcentage relativement élevé de la population ayant accès à une source d'eau potable, une mortalité réduite,...) sont généralement aussi ceux où l'on rencontre des taux élevés d'alphabétisation, une production alimentaire et un apport journalier de calories par habitant plus importants, un pourcentage de la main-d'oeuvre plus élevé dans les services et dans l'industrie, un revenu par tête plus élevé, etc....

17. Nous avons aussi signalé le fait que l'Afrique est un continent où l'on observe d'énormes disparités régionales particulièrement en ce qui concerne le niveau socio-économique. C'est ainsi que la situation décrite ci-dessus est en fait plus fréquente

---

<sup>10/</sup> FISHER E.A., "L'analphabétisme dans son contexte", Perspectives, 1982, Vol. 12, n° 2, pp. 163-171.

en Afrique du Nord qu'en Afrique au Sud du Sahara même si, dans cette dernière partie aussi, la situation des pays est très inégale.

### Alimentation.

18. Comme l'éducation et la santé, l'alimentation est non seulement un objectif mais aussi un moyen de développement car un être humain mal nourri ne peut ni utiliser pleinement, ni accroître ses capacités physiques et mentales et ne peut donc ni participer pleinement à l'effort de développement ni en bénéficier<sup>11/</sup>.

19. En effet, une insuffisance qualitative et quantitative de l'alimentation en diminuant physiquement le corps humain, constitue un facteur aggravant de morbidité et partant une cause certaine de décès particulièrement aux âges jeunes. Outre son effet négatif sur la vie moyenne d'une population, une alimentation insuffisante et déséquilibrée a de conséquences fâcheuses sur la productivité de la main-d'oeuvre et donc sur le développement économique et social.

20. L'Afrique, particulièrement dans sa partie subsaharienne, ne semble cependant pas prendre conscience de l'urgence du problème. S'agissant de la production alimentaire au cours des années 70, on peut lire dans un document des Nations Unies que "l'accroissement de la productivité a été particulièrement décevant en Afrique où il est tombé très en deça du taux d'accroissement de la population"<sup>12/</sup>. Les données que nous avons rassemblées montrent en effet que par rapport à la période 1969-71 (base : 100), sur 38 pays africains 5 seulement ont enregistré en 1978-80 une augmentation de leur indice moyen de production alimentaire par habitant. Il s'agit de la Libye (39%), de la Tunisie (20%), du Cameroun (9%), de la Côte d'Ivoire (7%) et du Rwanda (6%). Il en est de même en ce qui concerne l'apport journalier de calories par habitant.

21. S'il est évident que les corrélations entre indicateurs sont trop complexes pour permettre une généralisation aisée, on peut cependant soutenir sur la base des associations observées entre variables que les pays favorisées en matière d'alimentation le sont aussi dans des domaines comme l'éducation et la santé. Or nous savons que dans ces domaines particulièrement l'Afrique noire a encore un important effort à déployer.

---

<sup>11/</sup> SOUMAH G.H., "Alimentation et croissance économique en pays sous-développés (le cas de l'Afrique noire)", Cahiers Economiques et Sociaux, Université Kinshasa, IRES, 1971, Vol. IX, pp. 7-36.

<sup>12/</sup> NATIONS UNIES, Examen et évaluation du Plan d'Action Mondial sur la population. Département des affaires économiques et sociales internationales. Etudes démographiques n° 71, ST/ESA/SER.A.71, New York, 1979, 60 pages.



Emploi.

22. A l'instar de l'éducation, de la santé et de l'alimentation, l'emploi constitue à la fois un moyen et un objectif de toute politique visant à satisfaire les besoins essentiels d'une population.
23. En effet, non seulement il fait participer l'individu à la production des biens et services - et donc à l'effort de développement - mais aussi lui assure un revenu et partant le valorise. En revanche, le chômage est cause de frustration, de déshumanisation, de gaspillage certain des compétences, voire même d'instabilité politique. Ne pas avoir un emploi, et surtout un emploi valable, prive les individus de leur dignité et du sens de leur valeur personnelle, entrave leur développement aussi bien matériel que spirituel et leur potentiel de création.
24. Un des problèmes les plus épineux qu'affrontent la quasi-totalité des pays du monde - quel que soit leur niveau de développement - est d'ailleurs celui du chômage et du sous-emploi. Les estimations préliminaires du BIT pour 1975 montraient par exemple que 40% de la population des pays en développement était sans emploi ou n'avait qu'un travail insuffisamment rémunérateur.
25. En Afrique, nous avons observé qu'en 1980, l'industrie et les services n'absorbaient respectivement en moyenne que 11,9<sup>13/</sup> et 16,6% de la population active (voir tableau 1), soit au total à peine 28,5%. Il en résulte donc que la grande majorité de cette population - soit un peu plus de 70% - vit d'une agriculture dont on sait qu'elle est une des moins rémunératrices du monde. Il n'est d'ailleurs plus un secret pour personne qu'une des réactions à cette pauvreté rurale est l'exode vers les agglomérations urbaines avec toutes les conséquences que cela entraîne aussi bien sur le plan de la production alimentaire (qui n'est pas à l'heure actuelle le point fort de l'Afrique, rappelons-le) qu'à celui du chômage et de la misère dans les villes hypothéquant par là même les chances du développement.
26. Il en résulte donc que dans un premier stade, plutôt que de favoriser l'implantation d'industries à haute technicité n'utilisant qu'une infime partie de la main-d'œuvre locale, les pays africains doivent adopter une politique visant à créer, à des coûts relativement plus réduits, des emplois productifs dans des secteurs traditionnels et ruraux susceptibles non seulement d'absorber une main-d'œuvre surabondante et souvent très peu qualifiée, mais aussi et surtout d'y relever la qualité et la quantité de la production.
27. Comme le montrent les associations entre différents indicateurs de développement (voir matrice de corrélation) on ne peut néanmoins nier qu'un niveau élevé d'industrialisation (mesuré par le pourcentage de la population active travaillant dans

---

<sup>13/</sup>

Dans les pays industrialisés, les pourcentages sont pour la même période respectivement 39%, 55% et 94%.

en Afrique du Nord qu'en Afrique au Sud du Sahara même si, dans cette dernière partie aussi, la situation des pays est très inégale.

### Alimentation.

18. Comme l'éducation et la santé, l'alimentation est non seulement un objectif mais aussi un moyen de développement car un être humain mal nourri ne peut ni utiliser pleinement, ni accroître ses capacités physiques et mentales et ne peut donc ni participer pleinement à l'effort de développement ni en bénéficier<sup>11/</sup>.

19. En effet, une insuffisance qualitative et quantitative de l'alimentation en diminuant physiquement le corps humain, constitue un facteur aggravant de morbidité et partant une cause certaine de décès particulièrement aux âges jeunes. Outre son effet négatif sur la vie moyenne d'une population, une alimentation insuffisante et déséquilibrée a de conséquences fâcheuses sur la productivité de la main-d'oeuvre et donc sur le développement économique et social.

20. L'Afrique, particulièrement dans sa partie subsaharienne, ne semble cependant pas prendre conscience de l'urgence du problème. S'agissant de la production alimentaire au cours des années 70, on peut lire dans un document des Nations Unies que "l'accroissement de la productivité a été particulièrement décevant<sup>12/</sup> en Afrique où il est tombé très en deça du taux d'accroissement de la population". Les données que nous avons rassemblées montrent en effet que par rapport à la période 1969-71 (base : 100), sur 38 pays africains, 5 seulement ont enregistré en 1978-80 une augmentation de leur indice moyen de production alimentaire par habitant. Il s'agit de la Libye (39%), de la Tunisie (20%), du Cameroun (9%), de la Côte d'Ivoire (7%) et du Rwanda (6%). Il en est de même en ce qui concerne l'apport journalier de calories par habitant.

21. S'il est évident que les corrélations entre indicateurs sont trop complexes pour permettre une généralisation aisée, on peut cependant soutenir sur la base des associations observées entre variables que les pays favorisés en matière d'alimentation le sont aussi dans des domaines comme l'éducation et la santé. Or nous savons que dans ces domaines particulièrement l'Afrique noire a encore un important effort à déployer.

---

<sup>11/</sup> SOUMAH G.H., "Alimentation et croissance économique en pays sous-développés (le cas de l'Afrique noire)", Cahiers Economiques et Sociaux, Université Kinshasa, IRES, 1971, Vol. IX, pp. 7-36.

<sup>12/</sup> NATIONS UNIES, Examen et évaluation du Plan d'Action Mondial sur la population. Département des affaires économiques et sociales internationales. Etudes démographiques n° 71, ST/ESA/SER.A.71, New York, 1979, 60 pages.

### Emploi.

22. A l'instar de l'éducation, de la santé et de l'alimentation, l'emploi constitue à la fois un moyen et un objectif de toute politique visant à satisfaire les besoins essentiels d'une population.
23. En effet, non seulement il fait participer l'individu à la production des biens et services - et donc à l'effort de développement - mais aussi lui assure un revenu et partant le valorise. En revanche, le chômage est cause de frustration, de déshumanisation, de gaspillage certain des compétences, voire même d'instabilité politique. Ne pas avoir un emploi, et surtout un emploi valable, prive les individus de leur dignité et du sens de leur valeur personnelle, entrave leur développement aussi bien matériel que spirituel et leur potentiel de création.
24. Un des problèmes les plus épineux qu'affrontent la quasi-totalité des pays du monde - quel que soit leur niveau de développement - est d'ailleurs celui du chômage et du sous-emploi. Les estimations préliminaires du BIT pour 1975 montraient par exemple que 40% de la population des pays en développement était sans emploi ou n'avait qu'un travail insuffisamment rémunérateur.
25. En Afrique, nous avons observé qu'en 1980, l'industrie et les services n'absorbaient respectivement en moyenne que 11,9<sup>13</sup> et 16,6% de la population active (voir tableau 1), soit au total à peine 28,5%. Il en résulte donc que la grande majorité de cette population - soit un peu plus de 70% - vit d'une agriculture dont on sait qu'elle est une des moins rémunératrices du monde. Il n'est d'ailleurs plus un secret pour personne qu'une des réactions à cette pauvreté rurale est l'exode vers les agglomérations urbaines avec toutes les conséquences que cela entraîne aussi bien sur le plan de la production alimentaire (qui n'est pas à l'heure actuelle le point fort de l'Afrique, rappelons-le) qu'à celui du chômage et de la misère dans les villes hypothéquant par là même les chances du développement.
26. Il en résulte donc que dans un premier stade, plutôt que de favoriser l'implantation d'industries à haute technicité n'utilisant qu'une infime partie de la main-d'oeuvre locale, les pays africains doivent adopter une politique visant à créer, à des coûts relativement plus réduits, des emplois productifs dans des secteurs traditionnels et ruraux susceptibles non seulement d'absorber une main-d'oeuvre surabondante et souvent très peu qualifiée, mais aussi et surtout d'y relever la qualité et la quantité de la production.
27. Comme le montrent les associations entre différents indicateurs de développement (voir matrice de corrélation) on ne peut néanmoins nier qu'un niveau élevé d'industrialisation (mesuré par le pourcentage de la population active travaillant dans

---

<sup>13/</sup>

Dans les pays industrialisés, les pourcentages sont pour la même période respectivement 39%, 55% et 94%.

Tableau 2 : Matrice de corrélation des indicateurs démographiques et socio-économiques, Période : 1980. page 11

	X <sub>1</sub>	X <sub>2</sub>	X <sub>3</sub>	X <sub>4</sub>	X <sub>5</sub>	X <sub>6</sub>	X <sub>7</sub>	X <sub>8</sub>	X <sub>9</sub>	X <sub>10</sub>	X <sub>11</sub>
1	-										
2	0,067	-									
3	0,049	0,368(+)									
4	-0,078	0,204	0,202								
5	-0,029	-0,229	-0,314(+)	0,271(+)							
6	-0,131	-0,640(*)	-0,791(*)	-0,326(+)	0,448(.)						
7	-0,042	-0,020	-0,089	0,460(.)	0,886(*)	0,124					
8	-0,149	-0,686(*)	-0,552(*)	-0,251	0,247	0,615(*)	0,001				
9	-0,178	-0,653(*)	-0,590(*)	-0,250	0,331(+)	0,671(*)	0,047	0,982(*)			
10	-0,167	0,271	0,066	0,204	-0,173	-0,214	0,072	-0,176	-0,243		
11	0,231	0,310(+)	0,041	0,122	0,013	-0,124	-0,011	-0,225	-0,205	-0,042	
12	0,106	0,456(.)	0,709(*)	0,287(+)	-0,541(*)	-0,850(*)	-0,241	-0,449(.)	-0,526(*)	0,150	0,057
13	0,160	0,308	0,322(+)	0,210	-0,356(+)	-0,523(*)	-0,056	-0,363(+)	-0,509(*)	0,542(*)	0,165
14	-0,082	0,403(.)	0,401(.)	0,150	-0,321(+)	-0,531(*)	-0,085	-0,438(.)	-0,508(*)	0,624(*)	0,049
15	0,072	0,620(*)	0,727(*)	0,360(.)	-0,325(+)	-0,714(*)	-0,085	-0,609(*)	-0,616(*)	0,150	0,062
16	0,003	0,720(+)	0,633(*)	0,341(.)	-0,269	-0,713(*)	-0,017	-0,632(*)	-0,619(*)	0,186	0,108
17	-0,163	0,092	-0,017	0,473(*)	0,229	0,089	0,255	-0,085	-0,055	0,088	0,004
18	0,213	0,141	0,409(.)	0,049	-0,186	-0,497(*)	-0,063	-0,169	-0,218	-0,254	0,034
19	0,296(+)	0,111	0,465(.)	-0,144	-0,459(.)	-0,541(*)	-0,365(+)	-0,079	-0,157	-0,258	0,014
20	0,130	0,226	0,289(+)	-0,021	-0,454(.)	-0,410(.)	-0,360(+)	-0,171	-0,245	-0,093	0,006
21	0,258	0,250	0,411(.)	0,163	-0,295(+)	-0,522(*)	-0,096	-0,258	-0,325(+)	-0,052	-0,068
22	0,255	-0,585(*)	-0,454(.)	-0,293(+)	0,412(.)	0,597(*)	0,229	0,392(+)	0,410(.)	-0,355(+)	-0,193

Tabelle 1 : (Suite) Valeurs des coefficients des fonctions démographiques et socio-économiques. Période : 1930.

	$X_{12}$	$X_{13}$	$X_{14}$	$X_{15}$	$X_{16}$	$X_{17}$	$X_{18}$	$X_{19}$	$X_{20}$	$X_{21}$	$X$
$X_{13}$	0,426(.)										
$X_{14}$	0,340(+)	0,578(*)									
$X_{15}$	0,658(*)	0,293(+)	0,401(.)								
$X_{16}$	0,521(*)	0,287	0,407(.)	0,907(*)							
$X_{17}$	-0,068	-0,067	-0,117	0,197	0,323(+)						
$X_{18}$	0,519(*)	0,214	0,134	0,417(.)	0,290(.)	-0,332(+)					
$X_{19}$	0,563(*)	0,270	0,145	0,345(+)	0,199	-0,441(.)	0,780(*)				
$X_{20}$	0,497(*)	0,231	0,269	0,332(+)	0,141	-0,262	0,516(*)	0,625(*)			
$X_{21}$	0,592(*)	0,338(+)	0,304(+)	0,406(.)	0,313(+)	-0,122	0,750(*)	0,579(*)	0,752(*)		
$X_{22}$	-0,531(*)	-0,427(.)	-0,483(.)	-0,646(*)	-0,635(*)	0,064	-0,197	-0,211	-0,278	-0,202	-

Niveau de signification des coefficients de corrélation : \* = 0,001(\*); + = 0,01(\*); . = 0,05(\*); les coefficients non marqués d'un de ces trois signes (\*, + ou .) ne sont pas significatifs au seuil \* = 0,05.

Annexe A : LISTE DES INDICATEURS DEMOGRAPHIQUES ET SOCIO-ECONOMIQUES.

- X<sub>1</sub> : Population en millions, 1980.
- X<sub>2</sub> : Taux d'alphabétisation des adultes en pour cent, 1977.
- X<sub>3</sub> : Espérance de vie à la naissance, 1980.
- X<sub>4</sub> : Taux d'accroissement annuel moyen de la population (%), 1970-1980.
- X<sub>5</sub> : Taux brut de natalité (en %.), 1980.
- X<sub>6</sub> : Taux brut de mortalité (en %.), 1980.
- X<sub>7</sub> : Somme des naissances réduites, 1980.
- X<sub>8</sub> : Quotient de mortalité infantile (%.), 1980.
- X<sub>9</sub> : Quotient de mortalité aux jeunes âges (%.), 1980.
- X<sub>10</sub> : Indice moyen de production alimentaire par habitant 1978-80;  
base : 1969-71 = 100.
- X<sub>11</sub> : Taux annuel moyen d'inflation (%), 1970-80.
- X<sub>12</sub> : Variation du taux brut de mortalité en 1960 et 1980 (%).
- X<sub>13</sub> : Pourcentage de la population ayant accès à une source d'eau potable en 1975.
- X<sub>14</sub> : Apport journalier de calories par habitant en % des besoins, 1977.
- X<sub>15</sub> : Nombre de garçons inscrits à l'école primaire en % du groupe d'âge  
pertinent, 1979.
- X<sub>16</sub> : Nombre de filles inscrites à l'école primaire en % du groupe d'âge  
pertinent, 1979.
- X<sub>17</sub> : Taux annuel moyen d'accroissement de la population urbaine (%), 1970-80.
- X<sub>18</sub> : Pourcentage de la population active travaillant dans les services, 1980.
- X<sub>19</sub> : Pourcentage de la population active travaillant dans l'industrie, 1980.
- X<sub>20</sub> : Population urbains en % de la population totale, 1980.
- X<sub>21</sub> : Produit National Brut par habitant en dollars des Etats-Unis, 1980.
- X<sub>22</sub> : Population par lit d'hôpital, 1980.